L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 AOUT 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No 83, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 11 AOUT 1848.

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NOW-YORK.
Ticket Electoral
POUR LE DISTRICT ..... JACQUES TOUTANT.
POUR LE DISTRICT ..... J. P. BENJAMIN.
POUR LE DISTRICT ..... MANUEL J. GARCIA
POUR LE DISTRICT ..... C. ADAMS JR.
POUR LE DISTRICT ..... E. PERKINS.
POUR LE DISTRICT ..... JAS. G. CAMPBELL.

Nos vœux sont pour le pays, pour le pays tout entier. Le désire nes demeurant et sincèrement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tête de la Nation, puisse, par une fidèle adhésion à la Constitution, nous rendre heureux à l'intérieur et nous assurer le respect des peuples.
Z. TAYLOR.

Je désavoue à jamais, et de la manière la plus formelle, toute pensée de mettre en question les droits de propriété des citoyens du Sud.
MILLARD FILLMORE.

LE CANDIDAT DU NORD ET LE CANDIDAT DU SUD.

Nous avons fait ce général Cass ne rencontre d'ennemis plus implacables que dans le Michigan, c'est que les habitants de cet Etat connaissent le caractère et la valeur toutes ses personnalités intimes. Ils voient au fond de sa politique une démission. Ils lisent dans sa pensée qui n'est jamais cachée dans son ame que l'ambition, l'ambition pour un but exclusivement personnel. Ils savent que son opinion n'est que l'écho de son intérêt, et que le Sud se réalise pour lui être de sa Nord. L'élection de M. Cass est impossible dans un pays où *free soil party* nous menace. Il faut donc qu'il use une stratégie énergique afin de ne pas se compromettre sur ce nouveau champ de bataille. Si ses agents des localités dans le Sud le travaillent par honteusement à disséminer la vérité, au nom pouvant disséminer dans nos campagnes, en particulier du Nord, la Louisiane entre Taylor et Cass. Ce nom est pour qu'on sait, le général Taylor. C'est un représentant de nos idées, de nos intérêts, de nos besoins. Contre ce candidat nous devons unanimement opposer le nom d'un homme qui, dépourvu des calculs que *La Démocratie* et combattant les institutions particulières.

Les feuilles locales qui disent peut-être que l'on n'a pas connu ni changé aux démocrates. Il est très juste. Nous n'entendons nous arrêter que à l'intelligence et à la bonne foi de nos adversaires. Nous nous sommes fait un devoir de respecter leurs opinions et de leur refuser hideusement ce qu'ils ne paraissent pas d'eux. Les tentatives des *Barnburners* sont de nature à nous inspirer une légitime inquiétude. Nous craignons que ce ne soient précédez aux candidats des deux autres partis. Voilà pourquoi l'unique de se soumettre et d'opposer un homme du Sud à celui qui représente la pensée et les espérances du Nord.

CAROLINE DE NORD.—*Le Progrès* de Hertford contient une dépêche télégraphique annonçant que les whigs ont triomphé dans la Caroline du Nord. La majorité nommée le gouverneur et la majorité de la législature. La dépêche du *Progrès* est datée de Baltimore le 4 août, et comme l'élection n'a eu lieu dans la Caroline du Nord que le 3 et que les votes ne sont comptés que le lendemain, nous comprenons difficilement que l'on ait pu connaître le 4 à Baltimore le résultat des différentes courses. Nonpareil, à bonne nouvelle que nous transmet le télégraphe sera incontestablement confirmée par les prochains avis.

WISCONSIN.—On écrit du Wisconsin au *Louisville Journal* :

"Quant à la politique, la partie orientale de notre nouvel Etat, qui est locofoco, se divise entre Van Buren et Taylor, la partie occidentale entre Taylor et Cass. Des trois candidats, Taylor est celui qui a le plus de chances d'obtenir le vote électoral de l'Etat. Beaucoup de démocrates voteront pour lui afin de ramener le gouvernement à l'un des premières années de la République. L'intégrité et la bonhomie du caractère du général Taylor contrastent d'une manière si frappante avec les allures de M. Cass, qu'une foule de votans accorderont leurs suffrages au premier."

PENNSYLVANIE.—On écrit de la Pennsylvanie, au *N. Y. Express* :

"Je n'ai jamais vu le parti whig mieux disposé dans la Pennsylvanie qu'en ce moment. Nous ferons beaucoup plus pour Taylor et Fillmore que nous n'avons fait jusqu'à cette heure pour les autres candidats whigs. Le comité que j'habite et qui est intégré au locofocoisme est le théâtre de tant de conversions qu'il se rallient peut-être à notre cause. Nos adversaires perdent courage à mesure que notre espoir augmente."

CREWENT CITY.—Ce magnifique steamer est arrivé dans notre port hier matin. Il a fait la traversée de New-York en huit jours et demi. Le capitaine STODDARD a eu l'obligeance de nous remettre des journaux de New-York du 1er courant.

L'hon. HENRY JOHNSON nous a adressé de Washington ces documens publics d'un haut intérêt. **Nous le prions d'agréer nos remercîments.**

CONGRÈS.

Nous avons sous les yeux le compte-rendu détaillé de la séance du Congrès du 2 courant, mais nous y trouvons fort peu à ajouter au bulletin télégraphique que renfermait notre dernier numéro. L'allocation pour l'amélioration du fleuve *Savannah* n'a pas été retranchée par le Sénat, mais le correspondant du Baltimore *Sun* exprime l'opinion qu'elle le sera.

A la Chambre des Représentans, le bill de l'Oregon a provoqué un long débat. La proposition de supprimer toute cette partie de la 12e section qui a rapport à l'ordonnance de 1787, ou portait au proviso-Wilmot, a été mise aux voix et repoussée à une majorité de 114 contre 88. L'appel nominal sur l'adoption du bill a donné pour résultat 129 oui et 71 non. Une motion pour reconsidérer le vote a été déposée sur le bureau. Le bill a donc été adopté avec le proviso-Wilmot.

NOUVELLES DES ANTILLES.

STE. THOMAS ET STE. CROIX.—Des lettres particulières reçues à Boston renferment des détails sur l'insurrection qui a éclaté récemment à Ste Croix. La nouvelle en fut apportée à St Thomas par une goélette, et quatre-vingts volontaires partirent immédiatement pour aller au secours des habitans de Ste. Croix. On expédia en même temps un steamer à Porto-Rico pour solliciter des secours du gouverneur de cette île. Les nègres avaient déjà pris possession de la ville de West End et interrompu toutes les communications entre les blancs. Les femmes et les enfans s'étaient réfugiés à bord des navires, tandis que le gouverneur cherchait à ramener les nègres au devoir. Mais ceux-ci paraissaient peu disposés à se soumettre. En conséquence le colonel De Nelly et le major Tallie se mirent à leur poursuite. Plusieurs maisons et magasins de West End furent pillés. Le gouverneur, incapable de maîtriser l'insurrection, dut donner sa démission, et l'on forma immédiatement un gouvernement provisoire. Sur ces entrefaites, cinq cents hommes de troupes arrivèrent de Porto-Rico. Le 6 juillet, les nègres donnèrent l'assaut à la ville de Christiansted, mais ils furent repoussés avec perte, et aux dernières dates les blancs avaient déjà fait 300 prisonniers. Ceux-ci devaient comparaître incessamment devant une cour martiale. Le 7 les habitans de West End reunirent à en chasser les nègres et leur firent même un grand nombre de prisonniers. Sept de ces derniers furent fusillés immédiatement. Cent autres devaient être exécutés d'une manière sommaire à Bass End. Dès ce moment Fordre fut rétabli.

HAVANE.—Le *Crescent City* nous a apporté des journaux de la Havane jusqu'au 7 du courant. La plus grande tranquillité régnait dans la capitale de Cuba lorsque le steamer en est parti. Un violent ouragan a éclaté dans l'île le 2 de ce mois, et a endommagé les récoltes.

JAMAIQUE.—Le brick *Leander*, arrivé hier de Kingston, nous a apporté des journaux de la Jamaïque jusqu'au 26 juillet. On s'attendait à voir les nègres et les mulâtres en venir aux mains au commencement de ce mois; aussi les autorités faisaient-elles marcher des troupes au Nord de l'île pour prévenir toute collision — Santa-Anna et sa femme sont toujours à Kingston où on les dépeint un grand faste.

BRÉSIL.—Le brick brésilien *Fère-Foga* est arrivé à New-York le 1er courant après avoir fait la traversée de Para en cinquante-neuf jours. Un steamer brésilien est arrivé dans ce dernier port le 5 juillet, venant de Rio-Janeiro d'où il était parti le 14 juin. Il a fait escale à Pernambuco au moment où une sorte de révolution sérieuse dans le pays; le gouvernement a pu réduire les factieux à l'obéissance.

Quatre bataillons qui sont partis ce jour là d'Orléans ou de points plus rapprochés et dont on hâte la marche en les transportant par le chemin de fer.

Enfin, douze escadrons de cavalerie, qui ont pu arriver à Paris le 23 au soir, de Versailles ou de Saint-Germain.

"Ces faits sont d'ailleurs officiellement constatés par la commission d'enquête, qui a entendu les maires, tous les juges de paix, les membres de la section et le mouvement des troupes pendant les journées des 23, 24, 25 et 26 juin.

Puisque ces faits sont certains, puisqu'ils doivent être officiellement constatés, puisqu'ils sont connus du *National*, ils n'ont pu être ignorés de la *commission Lherbette*. Pourquoi donc celle-ci, ou du moins ceux qui ont signé en son nom, ont-ils adopté comme constant qu'il y a eu insuffisance de troupes et que Paris est resté longtemps à découvert malgré les ordres précis et multipliés de la commission exécutive! Puisque hier encore le journal des amis de M. de Lamartine, le *Bien public*, renouvelait les affirmations dans les termes les plus positifs, en déclarant qu'il écrivait *à la suite d'une conversation avec un des membres de cette commission exécutive*! Lorsque ce journal ajoutait que ces explications qu'il allait donner seraient *le premier rayon de lumière* jeté sur une situation *encore obscure*! Ces explications, nous allons les reproduire pour qu'on puisse les juger!

Il nous dit d'abord que le peuple et les journaux avions parlé, par lequel M. de Lamartine n'est un d'une manière aussi étroite qu'maintenue à M. Ledru-Rollin. Ce pacte, suivant le *Bien public*, n'a été que le pacte du bon sens politique.

"M. de Lamartine a été autre chose qu'ambitieux; il a été patriote jusqu'au sacrifice de lui-même. Il a commis sciemment à *palsifier* ses propres noms, comme il l'a dit à la tribune, pour *préserver l'assemblée nationale*. Voilà son vrai crime. L'histoire le lui pardonnera."

Nous doutons que l'histoire pardonne à M. de Lamartine, et même qu'elle le glorifie si sa conduite a été entièrement de gré-pays, et d'abnégation.—Ce n'est pas nous, il le sait bien, qui nous plairions à jeter le plus léger doute sur ses intentions. Mais il faudra toujours le plaindre, car, pas plus pour son pays que pour lui-même, il n'a eu pays de son sacrifice. Il a fait commettre l'assemblée nationale à ete *prodigue* le 15 mai; chacun peut dire ce qu'elle serait devenue en l'absence complète, sinon d'ordres écrits, au moins d'initiative et d'action de la part des chefs de la force publique, et la garde nationale, quoique sans direction, ne se fut hâté de secourir.—Par quelle fatalité les mêmes résultats se sont-ils produits, la même inertie s'est-elle manifestée le 23 juin! Laissons parler ici l'organe de M. de Lamartine :

"L'exaspération en un temps si la commission exécutive n'a pas prévu, et elle, les événemens du 23 juin, ceux-ci, les ayant prévus, elle n'a pas préparé longtemps d'avance tous les moyens matériels destinés à les conjurer ? Si elle n'a donné aucun ordre précis à ses ministres ! Si elle n'a point appelé de troupes à Paris et *des* corps de troupes autour de Paris pour couvrir l'assemblée nationale et la garde nationale contre l'éventualité de cette collision ? Si elle n'a pas répété ces ordres et insisté sur leur exécution! Si elle n'a pas été debout la nuit et le jour! Si elle a manqué de courage personnel et de résolution collective, le jour, quand ses membres eux-mêmes ont marché au feu pour donner l'exemple !

"Dans le cas où l'enquête répondrait non à toutes ces questions, nous déclarons nous-même la commission exécutive coupable au premier chef et déchue de la dignité de gouvernement comme de tout titre à la considération du pays.

"Mais dans le cas où l'enquête répondrait : oui, les membres de la commission exécutive ont fait tout cela, et cependant Paris a été découvert quatre jours au feu de quatre heures, et le sang de la brave garde nationale a coulé; alors nous demanderons à notre tour par quel renversement de toute justice distributive exacte, la responsabilité retombe et dans la défaveur de l'opinion et pourquoi d'autres, ni plus ni moins engagés qu'elle dans ces événemens, sont dans l'apothéose!"

Il y a évidemment dans ces dernières paroles, quoique le *Bien public* s'efforce ensuite de les atténuer en disant qu'il n'y a personne à accuser *dans les régions élevées du pouvoir*, que la *chacun a fait son devoir, que bataille était inévitable*, il y a évidemment dans ces paroles une insinuation. A qui donc s'adresse-t-elle? Si c'est au général Cavaignac, elle est malheureuse, et elle sera universellement repoussée, car, nous l'avons déjà dit, il y a un fait d'une incontestable certitude, c'est que le général a sauvé Paris en usant avec autant d'énergie que d'intelligence des pleins pouvoirs dont l'a investi l'assemblée. Si elle s'adresse à d'autres, pourquoi ne le dit-on pas!

Des bruits répandus ont déjà circulé à ce sujet : on s'est entretenu ces jours derniers à l'assemblée nationale des incriminations qu'un membre de la commission exécutive devait porter à la tribune; aujourd'hui encore un journal, l'*Univers*, après avoir été l'article que nous venons de reproduire nous-même, le fait suivre des réflexions suivantes :

"Toute la notification du *Bien public* consiste à accuser le ministre de la guerre de n'avoir pas exécuté les ordres qui lui ont été donnés par la commission exécutive. On avait annoncé que M. Ledru-Rollin était dans l'intention de porter cette imputation à la tribune, mais M. de Lamartine a désiré entendre la réponse du ministre.

Le général Cavaignac répond par des faits éclatans qui lui ont mérité la reconnaissance du pays. Mais à qui doit-il répondre, et qui osera l'accuser!

Le *Bien public* fait les observations suivantes au sujet d'un article du *Peuple constituant* :

"L'abbé de Lamennais a envoyé, dans le *Peuple constituant*, la singulière explication des dernières événemens. Il ne voit dans les barricades que la subvention des requêtes.

"Comment l'illustre écrivain n'a-t-il pas compris qu'une pareille interprétation des journées de juin, loin de grandir, loin d'élever, d'excuser les malheureux égarés dont il veut la défense, en rejetant leur crime sur l'étranger, ne ferait, au contraire, que les avilir et les condamner!

"Comment ne comprend-il pas que des hommes qui feraient le coup de fusil comme des mendiens font une commission pour une menace monnaie, n'aient indignes non seulement de toute participation à la vie politique, mais encore de toute liberté ? Non, les ouvriers qui se sont mis en révolte n'ont pris les armes que sous l'inspiration des funestes doctrines, des passions, des suggestions de toute nature; des misères, des mensonges, des calomnies; c'est là seulement ce qui peut les excuser, dans une certaine mesure, sans les déshonorer. Mais s'ils avaient versé le sang uniquement par cupidité, connaîtrez-vous un plus grand crime devant Dieu et la société !"

Le *Peuple constituant* tombe chaque jour, dit le *Siècle*, dans de nouveaux accès de colère et de démence. Voici ce que nous lisons dans un article signé de M. Le Mennais :

"Nous avons expliqué comment, de concert avec l'étranger, les conspirateurs sont parvenus à réaliser leur exécrable plan comme d'avance d'un massacre dans Paris, et y renouveler, par les mêmes moyens, les scènes horribles de la Gallicie et de Naples. Près à se saisir de la victoire après l'égorgement des frères par les frères, ils auraient élevé leur drapeau caché pour que la cité ne tenant présentés comme les sauveurs de l'ordre. Vainqueurs, ils ont pris le même rôle; et frappant à la fois sur le peuple qu'ils avaient poussé au combat, sur la République dénaturée de ses institutions protectrices, sur les républicains chassés des emplois et en masse déclarés suspects, ils préparent, en pleine liberté, leur triomphe définitif.

Où en serons-nous dans quelques mois, dans quelques semaines! C'est ce que chacun se demande. Les conspirateurs affichent une joie et une confiance sinistres. Cette confiance et cette joie, les agens de l'étranger les partagent, et, ici même, les expriment hautement. Il n'y a plus de République, disent-ils; nous répétons leurs propres mots. Nous ne jugeons pas encore le gouvernement, au milieu de l'obscurité qui enveloppe ses ténèbres que rien ne manifeste, ses desseins, s'il en a d'arrêtés. Il doit savoir qu'il entourait, disait-on, de lacs, est une pure fable. Ils ont vu des oiseaux nicher et voler aux alentours, sans ressentir les effets de cette influence fatale; eux-mêmes ont passé deux mois sur les eaux et sur les bords de la Mer Morte, sans que leur santé ait été altérée. Les résultats de cette expédition promettent donc d'être aussi utiles qu'intéressants.

REVUE DES JOURNAUX FRANÇAIS.

On dit que la commission d'enquête chargée par l'assemblée nationale de rechercher les causes et les provocateurs de l'insurrection de juin, en reconnaissant à la journée du 15 mai, et au delà s'il est nécessaire, succombe sous le nombre des faits et des renseignemens qui lui ont été apportés; mais la discrétion que s'imposent, par une sage réserve, les membres de cette commission, ne permet pas d'apprécier encore la portée de ces faits et de ces témoignages.

Peut-être l'arrestation de M. le chef d'escadron Constantin, récemment arrêté et qui a rempli après la révolution du 24 février les fonctions de chef du cabinet du ministre de la guerre, jettera-t-il quelque jour sur des points qui ont été des débattus sans pouvoir être éclaircis. Toutefois il paraît, d'après une note insérée ce matin au *Moniteur*, que le commandant Constantin avait cessé de remplir ses fonctions de confiance depuis l'avénement du général Cavaignac au ministère de la guerre. Son influence par là, en supposant fondée la prévention qui l'accuse, a dû être considérablement diminuée! A quelle cause faut-il donc attribuer les facilités malheureuses qui ont été laissées aux préparatifs de l'émeute durant la nuit du 23 au 24 et même le 23 (vendredi) jusqu'à midi ! Cette question paraît aussi remarquable que celle de l'abandon déplorable auquel avait été livrée l'assemblée nationale envahie le 15 mai, bien qu'une grande manifestation des ouvriers ayant pour objet d'en pousser l'intérêt de la Pologne eût été annoncée d'avance.

L'inertie dont on s'est plaint généralement dans la matinée du 23, doit-elle être attribuée à l'insuffisance des troupes ! Est-il vrai, comme l'ont répété plusieurs fois ceux qui ont entendu être le mieux instruits, qu'il n'y eût alors dans Paris que dix mille hommes environ ! Voici à ce sujet une note que publie ce matin le *National* :

"Le bruit a couru et plusieurs journaux ont répété qu'il n'existait à Paris, au moment où l'insurrection a éclaté, que 8 à 10 mille hommes de troupes, ce fait est complètement inexact.

"Il y avait à Paris, le 25 juin, 26 mille hommes de troupes de toutes armes; non compris la garde mobile et la garde républicaine, sans parler tout ce que les casernes de Paris et des forts peuvent contenir. A cet effectif, il faut ajouter :

"Quatre bataillons stationnés à Versailles et arrivés à Paris dès le commencement des hostilités.

Quatre bataillons qui sont partis ce jour là d'Orléans ou de points plus rapprochés et dont on hâte la marche en les transportant par le chemin de fer.

Enfin, douze escadrons de cavalerie, qui ont pu arriver à Paris le 23 au soir, de Versailles ou de Saint-Germain.

"Ces faits sont d'ailleurs officiellement constatés par la commission d'enquête, qui a entendu les maires, tous les juges de paix, les membres de la section et le mouvement des troupes pendant les journées des 23, 24, 25 et 26 juin.

Puisque ces faits sont certains, puisqu'ils doivent être officiellement constatés, puisqu'ils sont connus du *National*, ils n'ont pu être ignorés de la *commission Lherbette*. Pourquoi donc celle-ci, ou du moins ceux qui ont signé en son nom, ont-ils adopté comme constant qu'il y a eu insuffisance de troupes et que Paris est resté longtemps à découvert malgré les ordres précis et multipliés de la commission exécutive! Puisque hier encore le journal des amis de M. de Lamartine, le *Bien public*, renouvelait les affirmations dans les termes les plus positifs, en déclarant qu'il écrivait *à la suite d'une conversation avec un des membres de cette commission exécutive*! Lorsque ce journal ajoutait que ces explications qu'il allait donner seraient *le premier rayon de lumière* jeté sur une situation *encore obscure*! Ces explications, nous allons les reproduire pour qu'on puisse les juger!

Il nous dit d'abord que le peuple et les journaux avions parlé, par lequel M. de Lamartine n'est un d'une manière aussi étroite qu'maintenue à M. Ledru-Rollin. Ce pacte, suivant le *Bien public*, n'a été que le pacte du bon sens politique.

"M. de Lamartine a été autre chose qu'ambitieux; il a été patriote jusqu'au sacrifice de lui-même. Il a commis sciemment à *palsifier* ses propres noms, comme il l'a dit à la tribune, pour *préserver l'assemblée nationale*. Voilà son vrai crime. L'histoire le lui pardonnera."

Nous doutons que l'histoire pardonne à M. de Lamartine, et même qu'elle le glorifie si sa conduite a été entièrement de gré-pays, et d'abnégation.—Ce n'est pas nous, il le sait bien, qui nous plairions à jeter le plus léger doute sur ses intentions. Mais il faudra toujours le plaindre, car, pas plus pour son pays que pour lui-même, il n'a eu pays de son sacrifice. Il a fait commettre l'assemblée nationale à ete *prodigue* le 15 mai; chacun peut dire ce qu'elle serait devenue en l'absence complète, sinon d'ordres écrits, au moins d'initiative et d'action de la part des chefs de la force publique, et la garde nationale, quoique sans direction, ne se fut hâté de secourir.—Par quelle fatalité les mêmes résultats se sont-ils produits, la même inertie s'est-elle manifestée le 23 juin! Laissons parler ici l'organe de M. de Lamartine :

"L'exaspération en un temps si la commission exécutive n'a pas prévu, et elle, les événemens du 23 juin, ceux-ci, les ayant prévus, elle n'a pas préparé longtemps d'avance tous les moyens matériels destinés à les conjurer ? Si elle n'a donné aucun ordre précis à ses ministres ! Si elle n'a point appelé de troupes à Paris et *des* corps de troupes autour de Paris pour couvrir l'assemblée nationale et la garde nationale contre l'éventualité de cette collision ! Si elle n'a pas répété ces ordres et insisté sur leur exécution! Si elle n'a pas été debout la nuit et le jour! Si elle a manqué de courage personnel et de résolution collective, le jour, quand ses membres eux-mêmes ont marché au feu pour donner l'exemple !

"Dans le cas où l'enquête répondrait non à toutes ces questions, nous déclarons nous-même la commission exécutive coupable au premier chef et déchue de la dignité de gouvernement comme de tout titre à la considération du pays.

"Mais dans le cas où l'enquête répondrait : oui, les membres de la commission exécutive ont fait tout cela, et cependant Paris a été découvert quatre jours au feu de quatre heures, et le sang de la brave garde nationale a coulé; alors nous demanderons à notre tour par quel renversement de toute justice distributive exacte, la responsabilité retombe et dans la défaveur de l'opinion et pourquoi d'autres, ni plus ni moins engagés qu'elle dans ces événemens, sont dans l'apothéose!"

Il y a évidemment dans ces dernières paroles, quoique le *Bien public* s'efforce ensuite de les atténuer en disant qu'il n'y a personne à accuser *dans les régions élevées du pouvoir*, que la *chacun a fait son devoir, que bataille était inévitable*, il y a évidemment dans ces paroles une insinuation. A qui donc s'adresse-t-elle? Si c'est au général Cavaignac, elle est malheureuse, et elle sera universellement repoussée, car, nous l'avons déjà dit, il y a un fait d'une incontestable certitude, c'est que le général a sauvé Paris en usant avec autant d'énergie que d'intelligence des pleins pouvoirs dont l'a investi l'assemblée. Si elle s'adresse à d'autres, pourquoi ne le dit-on pas!

Des bruits répandus ont déjà circulé à ce sujet : on s'est entretenu ces jours derniers à l'assemblée nationale des incriminations qu'un membre de la commission exécutive devait porter à la tribune; aujourd'hui encore un journal, l'*Univers*, après avoir été l'article que nous venons de reproduire nous-même, le fait suivre des réflexions suivantes :

"Toute la notification du *Bien public* consiste à accuser le ministre de la guerre de n'avoir pas exécuté les ordres qui lui ont été donnés par la commission exécutive. On avait annoncé que M. Ledru-Rollin était dans l'intention de porter cette imputation à la tribune, mais M. de Lamartine a désiré entendre la réponse du ministre.

Le général Cavaignac répond par des faits éclatans qui lui ont mérité la reconnaissance du pays. Mais à qui doit-il répondre, et qui osera l'accuser!

Le *Bien public* fait les observations suivantes au sujet d'un article du *Peuple constituant* :

"L'abbé de Lamennais a envoyé, dans le *Peuple constituant*, la singulière explication des dernières événemens. Il ne voit dans les barricades que la subvention des requêtes.

"Comment l'illustre écrivain n'a-t-il pas compris qu'une pareille interprétation des journées de juin, loin de grandir, loin d'élever, d'excuser les malheureux égarés dont il veut la défense, en rejetant leur crime sur l'étranger, ne ferait, au contraire, que les avilir et les condamner !

"Comment ne comprend-il pas que des hommes qui feraient le coup de fusil comme des mendiens font une commission pour une menace monnaie, n'aient indignes non seulement de toute participation à la vie politique, mais encore de toute liberté ? Non, les ouvriers qui se sont mis en révolte n'ont pris les armes que sous l'inspiration des funestes doctrines, des passions, des suggestions de toute nature; des misères, des mensonges, des calomnies; c'est là seulement ce qui peut les excuser, dans une certaine mesure, sans les déshonorer. Mais s'ils avaient versé le sang uniquement par cupidité, connaîtrez-vous un plus grand crime devant Dieu et la société !"

Le Peuple constituant tombe chaque jour, dit le *Siècle*, dans de nouveaux accès de colère et de démence. Voici ce que nous lisons dans un article signé de M. La Mennais :

"Nous avons expliqué comment, de concert avec l'étranger, les conspirateurs sont parvenus à réaliser leur exécrable plan comme d'avance d'un massacre dans Paris, et y renouveler, par les mêmes moyens, les scènes horribles de la Gallicie et de Naples. Prêts à se saisir de la victoire après l'égorgement des frères par les frères, ils auraient élevé leur drapeau caché pour que la cité ne tenant présentés comme les sauveurs de l'ordre. Vainqueurs, ils ont pris le même rôle; et frappant à la fois sur le peuple qu'ils avaient poussé au combat, sur la République dénaturée de ses institutions protectrices, sur les républicains chassés des emplois et en masse déclarés suspects, ils préparent, en pleine liberté, leur triomphe définitif.

Où en serons-nous dans quelques mois, dans quelques semaines! C'est ce que chacun se demande. Les conspirateurs affichent une joie et une confiance sinistres. Cette confiance et cette joie, les agens de l'étranger les partagent, et, ici même, les expriment hautement. Il n'y a plus de République, disent-ils; nous répétons leurs propres mots. Nous ne jugeons pas encore le gouvernement, au milieu de l'obscurité qui enveloppe ses ténèbres que rien ne manifeste, ses desseins, s'il en a d'arrêtés. Il doit savoir qu'il entourait, disait-on, de lacs, est une pure fable. Ils ont vu des oiseaux nicher et voler aux alentours, sans ressentir les effets de cette influence fatale; eux-mêmes ont passé deux mois sur les eaux et sur les bords de la Mer Morte, sans que leur santé ait été altérée. Les résultats de cette expédition promettent donc d'être aussi utiles qu'intéressants.

REVUE DES JOURNAUX FRANÇAIS.

On dit que la commission d'enquête chargée par l'assemblée nationale de rechercher les causes et les provocateurs de l'insurrection de juin, en reconnaissant à la journée du 15 mai, et au delà s'il est nécessaire, succombe sous le nombre des faits et des renseignemens qui lui ont été apportés; mais la discrétion que s'imposent, par une sage réserve, les membres de cette commission, ne permet pas d'apprécier encore la portée de ces faits et de ces témoignages.

Peut-être l'arrestation de M. le chef d'escadron Constantin, récemment arrêté et qui a rempli après la révolution du 24 février les fonctions de chef du cabinet du ministre de la guerre, jettera-t-il quelque jour sur des points qui ont été des débattus sans pouvoir être éclaircis. Toutefois il paraît, d'après une note insérée ce matin au *Moniteur*, que le commandant Constantin avait cessé de remplir ses fonctions de confiance depuis l'avénement du général Cavaignac au ministère de la guerre. Son influence par là, en supposant fondée la prévention qui l'accuse, a dû être considérablement diminuée! A quelle cause faut-il donc attribuer les facilités malheureuses qui ont été laissées aux préparatifs de l'émeute durant la nuit du 23 au 24 et même le 23 (vendredi) jusqu'à midi ! Cette question paraît aussi remarquable que celle de l'abandon déplorable auquel avait été livrée l'assemblée nationale envahie le 15 mai, bien qu'une grande manifestation des ouvriers ayant pour objet d'en pousser l'intérêt de la Pologne eût été annoncée d'avance.

L'inertie dont on s'est plaint généralement dans la matinée du 23, doit-elle être attribuée à l'insuffisance des troupes ! Est-il vrai, comme l'ont répété plusieurs fois ceux qui ont paru être le mieux instruits, qu'il n'y eût alors dans Paris que dix mille hommes environ ! Voici à ce sujet une note que publie ce matin le *National* :

"Le bruit a couru et plusieurs journaux ont répété qu'il n'existait à Paris, au moment où l'insurrection a éclaté, que 8 à 10 mille hommes de troupes, ce fait est complètement inexact.

"Il y avait à Paris, le 25 juin, 26 mille hommes de troupes de toutes armes; non compris la garde mobile et la garde républicaine, sans parler tout ce que les casernes de Paris et des forts peuvent contenir. A cet effectif, il faut ajouter :

"Quatre bataillons stationnés à Versailles et arrivés à Paris dès le commencement des hostilités.

Quatre bataillons qui sont partis ce jour là d'Orléans ou de points plus rapprochés et dont on hâte la marche en les transportant par le chemin de fer.

Enfin, douze escadrons de cavalerie, qui ont pu arriver à Paris le 23 au soir, de Versailles ou de Saint-Germain.

"Ces faits sont d'ailleurs officiellement constatés par la commission d'enquête, qui a entendu les maires, tous les juges de paix, les membres de la section et le mouvement des troupes pendant les journées des 23, 24, 25 et 26 juin.

Puisque ces faits sont certains, puisqu'ils doivent être officiellement constatés, puisqu'ils sont connus du *National*, ils n'ont pu être ignorés de la *commission Lherbette*. Pourquoi donc celle-ci, ou du moins ceux qui ont signé en son nom, ont-ils adopté comme constant qu'il y a eu insuffisance de troupes et que Paris est resté longtemps à découvert malgré les ordres précis et multipliés de la commission exécutive! Puisque hier encore le journal des amis de M. de Lamartine, le *Bien public*, renouvelait les affirmations dans les termes les plus positifs, en déclarant qu'il écrivait *à la suite d'une conversation avec un des membres de cette commission exécutive*! Lorsque ce journal ajoutait que ces explications qu'il allait donner seraient *le premier rayon de lumière* jeté sur une situation *encore obscure*! Ces explications, nous allons les reproduire pour qu'on puisse les juger!

Il nous dit d'abord que le peuple et les journaux avions parlé, par lequel M. de Lamartine n'est un d'une manière aussi étroite qu'maintenue à M. Ledru-Rollin. Ce pacte, suivant le *Bien public*, n'a été que le pacte du bon sens politique.

"M. de Lamartine a été autre chose qu'ambitieux; il a été patriote jusqu'au sacrifice de lui-même. Il a commis sciemment à *palsifier* ses propres noms, comme il l'a dit à la tribune, pour *préserver l'assemblée nationale*. Voilà son vrai crime. L'histoire le lui pardonnera."

Nous doutons que l'histoire pardonne à M. de Lamartine, et même qu'elle le glorifie si sa conduite a été entièrement de gré-pays, et d'abnégation.—Ce n'est pas nous, il le sait bien, qui nous plairions à jeter le plus léger doute sur ses intentions. Mais il faudra toujours le plaindre, car, pas plus pour son pays que pour lui-même, il n'a eu pays de son sacrifice. Il a fait commettre l'assemblée nationale à ete *prodigue* le 15 mai; chacun peut dire ce qu'elle serait devenue en l'absence complète, sinon d'ordres écrits, au moins d'initiative et d'action de la part des chefs de la force publique, et la garde nationale, quoique sans direction, ne se fut hâté de secourir.—Par quelle fatalité les mêmes résultats se sont-ils produits, la même inertie s'est-elle manifestée le 23 juin! Laissons parler ici l'organe de M. de Lamartine :

"L'exaspération en un temps si la commission exécutive n'a pas prévu, et elle, les événemens du 23 juin, ceux-ci, les ayant prévus, elle n'a pas préparé longtemps d'avance tous les moyens matériels destinés à les conjurer ? Si elle n'a donné aucun ordre précis à ses ministres ! Si elle n'a point appelé de troupes à Paris et *des* corps de troupes autour de Paris pour couvrir l'assemblée nationale et la garde nationale contre l'éventualité de cette collision ! Si elle n'a pas répété ces ordres et insisté sur leur exécution! Si elle n'a pas été debout la nuit et le jour! Si elle a manqué de courage personnel et de résolution collective, le jour, quand ses membres eux-mêmes ont marché au feu pour donner l'exemple !

"Dans le cas où l'enquête répondrait non à toutes ces questions, nous déclarons nous-même la commission exécutive coupable au premier chef et déchue de la dignité de gouvernement comme de tout titre à la considération du pays.

"Mais dans le cas où l'enquête répondrait : oui, les membres de la commission exécutive ont fait tout cela, et cependant Paris a été découvert quatre jours au feu de quatre heures, et le sang de la brave garde nationale a coulé; alors nous demanderons à notre tour par quel renversement de toute justice distributive exacte, la responsabilité retombe et dans la défaveur de l'opinion et pourquoi d'autres, ni plus ni moins engagés qu'elle dans ces événemens, sont dans l'apothéose!"

Il y a évidemment dans ces dernières paroles, quoique le *Bien public* s'efforce ensuite de les atténuer en disant qu'il n'y a personne à accuser *dans les régions élevées du pouvoir*, que la *chacun a fait son devoir, que bataille était inévitable*, il y a évidemment dans ces paroles une insinuation. A qui donc s'adresse-t-elle? Si c'est au général Cavaignac, elle est malheureuse, et elle sera universellement repoussée, car, nous l'avons déjà dit, il y a un fait d'une incontestable certitude, c'est que le général a sauvé Paris en usant avec autant d'énergie que d'intelligence des pleins pouvoirs dont l'a investi l'assemblée. Si elle s'adresse à d'autres, pourquoi ne le dit-on pas!

Des bruits répandus ont déjà circulé à ce sujet : on s'est entretenu ces jours derniers à l'assemblée nationale des incriminations qu'un membre de la commission exécutive devait porter à la tribune; aujourd'hui encore un journal, l'*Univers*, après avoir été l'article que nous venons de reproduire nous-même, le fait suivre des réflexions suivantes :

"Toute la notification du *Bien public* consiste à accuser le ministre de la guerre de n'avoir pas exécuté les ordres qui lui ont été donnés par la commission exécutive. On avait annoncé que M. Ledru-Rollin était dans l'intention de porter cette imputation à la tribune, mais M. de Lamartine a désiré entendre la réponse du ministre.

Le général Cavaignac répond par des faits éclatans qui lui ont mérité la reconnaissance du pays. Mais à qui doit-il répondre, et qui osera l'accuser!

Le *Bien public* fait les observations suivantes au sujet d'un article du *Peuple constituant* :

"L'abbé de Lamennais a envoyé, dans le *Peuple constituant*, la singulière explication des dernières événemens. Il ne voit dans les barricades que la subvention des requêtes.

"Comment l'illustre écrivain n'a-t-il pas compris qu'une pareille interprétation des journées de juin, loin de grandir, loin d'élever, d'excuser les malheureux égarés dont il veut la défense, en rejetant leur crime sur l'étranger, ne ferait, au contraire, que les avilir et les condamner !

"Comment ne comprend-il pas que des hommes qui feraient le coup de fusil comme des mendiens font une commission pour une menace monnaie, n'aient indignes non seulement de toute participation à la vie politique, mais encore de toute liberté ? Non, les ouvriers qui se sont mis en révolte n'ont pris les armes que sous l'inspiration des funestes doctrines, des passions, des suggestions de toute nature; des misères, des mensonges, des calomnies; c'est là seulement ce qui peut les excuser, dans une certaine mesure, sans les déshonorer. Mais s'ils avaient versé le sang uniquement par cupidité, connaîtrez-vous un plus grand crime devant Dieu et la société !"

Le Peuple constituant tombe chaque jour, dit le *Siècle*, dans de nouveaux accès de colère et de démence. Voici ce que nous lisons dans un article signé de M. La Mennais :

"Nous avons expliqué comment, de concert avec l'étranger, les conspirateurs sont parvenus à réaliser leur exécrable plan comme d'avance d'un massacre dans Paris, et y renouveler, par les